

> Atelier 8

Les temps de la participation

En quelques tweets

#osezparticiper Privilégier la petite échelle, c'est favoriser le temps de la participation.

#osezparticiper L'éphémère, est-ce une préfiguration de quelque chose qui viendra plus tard, ou déjà quelque chose en soi ?

#osezparticiper La forme de la participation peut donner envie de donner de son temps.

#osezparticiper Frein : on n'a jamais assez de temps, le temps c'est de l'argent, apprendre à participer demande du temps.

#osezparticiper Levier : considérer que le temps donné par les citoyens, c'est un investissement pour la communauté.

#osezparticiper Préconisation : gagner du temps par la mise en cohérence des démarches, des lieux, des acteurs.

@Aurélié Couture,
doctorante en architecture,
(Centre Emile Durkheim, Université Bordeaux-2)

Atelier animé par

Etienne Lhommet (Communauté urbaine de Bordeaux, direction des Stratégies métropolitaines et de l'Innovation)
et **Laurent Couderchet** (membre du C2D)

Enjeux du débat

Pourquoi la notion de temps est-elle souvent problématique dans les rapports entre organisateurs et participants? Du temps individuel (investissement personnel) aux différents temps du projet, quelle part de la maîtrise du temps accepte-t-on de « lâcher » ? Quel impact sur la conduite de la participation et sur la présence de certains publics ?

La question du temps dans la participation est d'abord perçue de manière individuelle : quel temps chacun souhaite consacrer à la participation ? Quand est-on disponible pour la participation ? De cette première approche découlent des mesures concrètes pour faciliter cette disponibilité (horaires adaptés et variés permettant une plus grande diversité de publics...).

Dans une autre approche, le temps est plutôt conçu comme celui du projet : à quel moment du projet la concertation est-elle lancée? est-il trop tôt? assez tôt? trop tard? Souvent, le processus de concertation est pensé comme nécessitant du temps pour permettre à chacun de s'approprier le projet, ses enjeux. La concertation peut alors être perçue comme freinant la réalisation des projets. Elle est donc souvent sollicitée tardivement et mise en place dans un calendrier contraint au nom d'un impératif de réalisation du projet. Il en ressort alors une incompréhension entre les porteurs de projet, pressés par l'urgence, et les participants qui reprochent un manque de temps. Cette incompréhension met à jour le fait que le rapport au temps pose avant tout le problème de la gestion de l'aléa. En effet, la concertation ne fait pas tant perdre du temps qu'elle peut mener à des projets qui s'écartent du projet initial mis à la discussion. L'approche philosophique de **Stéphane Gruet** (architecte, docteur en philosophie, rédacteur en chef de la revue Poïésis et éditeur) a permis de dénouer quelques fils pour prendre en compte les différents temps. Le Collectif Etc, représenté par **Cédric Bouteiller** et **Florent Chiappero**, engagé dans la fabrication de projets au plus près des usages a montré comment il construit à partir de ces derniers un rapport au temps.

Françoise Gentil, conseillère régionale des Pays de la Loire où elle est notamment en charge de la démocratie territoriale, a apporté son témoignage sur cette question des temps.

Les deux conceptions du temps (individuel ou du projet) se rejoignent alors. En effet, dans les deux cas, le rapport au temps pose la question de la part de sa propre maîtrise que l'on accepte de « lâcher » aux autres.

Pistes issues de l'atelier

> Les freins

- « Le temps c'est de l'argent » : la nécessité d'un investissement temporel dans la participation peut être un facteur d'exclusion.
- La désynchronisation des temps de chacun induit une difficulté à trouver des temps de rencontre communs.
- Des représentations différenciées du temps du projet selon la place accordée à la participation dans sa conception induisent une ambiguïté.
- La gestion du temps n'est pas toujours maîtrisée au sein du projet.
- Difficulté liée au manque de lisibilité des échéances du projet et du temps accordé à la procédure de participation.
- La faible visibilité du poids de la voix de chacun au sein du projet global est peu favorable à l'engagement individuel.
- Le temps du mandat de l'élu, et la période de réserve liée aux élections, contraignent le temps de la participation.
- Le temps de la participation est créé par les institutions.
- Le temps de la sensibilisation, de l'apprentissage est rarement pris en compte.

> Les leviers

- L'organisation des temps de participation à des horaires atypiques permet de toucher plus de monde.
- Importance de la définition claire du cadre et des règles de la participation.
- Replacer le temps de la participation dans une juste proportion par rapport à celui du projet.
- Prendre le temps nécessaire pour répondre aux attentes sociales mais prêter attention à ne pas lasser.
- Aider l'insertion des nouveaux arrivants dans le rythme de vie du territoire (par une information sur les grands projets en cours par exemple).
- Concevoir le temps de la participation comme un temps de croisement des expertises pour donner de la légitimité aux attentes sociales.
- Poser des deadlines, et rebondir sur des méthodes agiles pour conduire des projets ou des actions.
- Penser les contre-parties de la participation : valorisation identitaire des participants, incitations (pas forcément financières).
- Favoriser l'acculturation et l'appropriation du langage.
- Le temps long permet de démontrer des choses.
- Considérer le temps consacré à la participation comme un investissement individuel au service d'un bien commun.

> Les propositions

- Replacer la participation en amont du projet de manière à faciliter la représentation du problème pour les parties prenantes, et favoriser leur rôle d'aiguillon, d'émulation.
- Remettre le service du public au cœur des préoccupations des professionnels, pour éviter les freins liés à l'entre soi.
- Sensibiliser, acculturer services techniques et citoyens à la pratique et aux enjeux temporels de la participation.
- Profiter de l'expérience de ce qui existe déjà, utiliser les structures et agoras existantes.
- Diminuer les échelles de projet pour multiplier les temps de participation, afin que la ville se développe de manière adaptée à une demande sociale inscrite dans le temps.
- Utiliser la participation à l'échelle du local comme levier pour se projeter et participer à des échelles plus large.
- Multiplier les lieux de la participation, utiliser des lieux déjà fréquentés (lieux de travail, écoles, par exemple).
- Centraliser les calendriers des différentes démarches menées sur un même territoire, afin que les participants soient en mesure de mieux répartir leur temps.
- Instaurer des rythmes et des rituels pour faciliter l'identification des temps de participation (« les samedis de la participation », par exemple).
- Démultiplier les dispositifs de participation pour que chacun puisse se saisir de ceux qui lui conviennent selon son temps personnel.
- Confier la réflexion sur un dossier à une structure bénévole autonome, de manière à enrichir la réflexion tout en évitant l'injonction à la participation.
- Développer les dispositifs de panels citoyens, qui permettent de concentrer le temps de la participation, et ainsi de l'envisager d'une autre manière.
- Penser une conditionnalité de la participation, comme une contre-partie citoyenne à l'accès aux services publics.
- Inscrire dans la loi un vrai temps citoyen (équivalent au temps syndical), accordé à ceux qui siègeraient dans des instances citoyennes.
- Penser une démocratie plus lente (« slow democracy »).